

## ■ NOIRMOUTIER EN L'ÎLE

## COQUELICOTS. Rencontre autour des pommes de terre

« Nous voulons des coquelicots Noirmoutier » organise une seconde rencontre autour des traitements de la pomme de terre sur l'île

Vendredi 7 août le mouvement « Nous voulons des coquelicots Noirmoutier » s'était donné rendez-vous Place de la Mairie pour une seconde rencontre autour de la pomme de terre de Noirmoutier.

Ce collectif local avait démarré il y a deux ans, s'agglomérant à l'initiative nationale d'interdiction des pesticides, lancée par Fabrice Nicolino journaliste à *Charlie Hebdo*.

Le 3 juillet dernier un premier rendez-vous autour de la petite tubercule s'était déjà déroulé. Parmi les personnes présentes Nicolas Paille, directeur de la coopérative agricole, accompagnée de deux coopérateurs.

Au final pour « les coquelicots », cette rencontre fut constructive, elle donna lieu à un bel échange cordial, où l'engagement de travailler avec les riverains fut pris concernant la charte de bon voisinage des utilisateurs de produits phytosanitaires.

### La charte

Cette charte souhaite favoriser le dialogue entre les habitants, les élus locaux et les agriculteurs. Elle vise en outre à apporter une compréhension et une meilleure visibilité des pratiques agricoles à l'ensemble des parties prenantes afin de faire prendre conscience aux agriculteurs de l'impact sur la santé des riverains et sur l'environnement. Cette charte avait été signée en janvier 2020 par la Chambre d'agriculture vendéenne. Elle fut également dénoncée par des associations.



Une trentaine de personnes était présente à ce rendez-vous dédié à l'interdiction des pesticides en général et plus particulièrement sur l'île de Noirmoutier.

### La restitution de la rencontre avec les élus

La seconde étape pour le collectif était une rencontre avec les élus. Le rendez-vous du vendredi 7 août avait pour but premier, la restitution aux membres du collectif de cette rencontre.

Reçus en mairie par Yan Balat, maire et Jessica Tessier, adjointe en charge du secteur primaire, Franck Grégory et Alexandre Etourneau, co-animateurs du collectif, expliquent que pour démarrer cet échange, une présentation du collectif, de sa structure et de ses différentes revendications a été faite par ses deux représentants.

Les deux membres du collectif demandent alors si les élus ont connaissance de la charte de bon voisinage et l'implication potentielle de la commune.

Yan Balat répondit que l'intercommunalité serait plus appropriée pour porter ce dispositif, l'élu municipal concerné par ce dossier étant Fabien Gaborit,

adjoint aux finances en charge de l'environnement.

Furent ensuite exposés aux élus, le déroulé de la réunion du 3 juillet dernier et les échanges avec les membres de la coopérative agricole, ainsi que les inquiétudes des riverains de parcelles cultivées et le manque d'information et de suspicion sur les produits employés par les exploitants.

### Une élue qui serait sortie de son rôle ?

Pour Franck Grégory et Alexandre Etourneau, il semble que Jessica Tessier ait, durant cette entrevue, développé des éléments de langage sensiblement identiques à ceux entendus le 3 juillet dernier par les membres de la coopérative agricole.

Pour le collectif, elle sort de son rôle d'élue pour endosser celle de productrice agricole membre de la coopérative. « Elle évoque l'Agence Nationale

de Sécurité Sanitaire (Anses) dont les études tendraient à prouver que le glyphosate n'est pas cancérigène ». Le collectif lui rétorque que l'amiante en son temps avait aussi été présenté sans danger par les industriels, les politiques et les utilisateurs pendant des décennies, en connaissance de cause pour les premiers, jusqu'aux conséquences graves que l'on observe encore aujourd'hui.

Pour clôturer cette rencontre, Yan Balat affirme qu'il est nécessaire que les pratiques évoluent, « mais à un rythme supportable pour les exploitants ». Rajoutant que l'environnement au sens large sera le fil rouge de sa mandature, il s'engagera également à travailler au projet dès le mois de septembre.

La prochaine étape pour le collectif est un rendez-vous avec les élus de l'intercommunalité, où ils poseront les mêmes questions, attendant des réponses différentes.